

## Club Défense - Newsletter du 10/06/2020

*Vous recevez cette 21<sup>ème</sup> édition de la Newsletter du Club Défense parce que vous appartenez au groupe Club Défense du site AEGE.*

### Les actus de la Défense

#### [International]

**L'État-major des armées donne quelques détails sur l'opération ayant permis de neutraliser le chef d'AQMI**, 06 juin 2020

*Opex360, Europe 1, RFI*

« L'opération s'est déroulée le 3 juin, au nord de l'Adrar des Ifoghas, à 80 km à l'est de Tessalit. Elle a été réalisée par un module d'intervention, composé d'hélicoptères et de troupes au sol, le tout étant appuyé par de l'aviation », a dit le colonel Barbry. S'agissant de l'appui aérien, on peut supposer qu'il a mobilisé au moins une patrouille de Mirage 2000D et un drone MQ-9 Reaper, lequel a dû suivre le chef jihadistes et ses hommes. [D'après Europe1](#), ces derniers circulaient alors à bord d'un véhicule 4x4. Plusieurs hommes accompagnaient Droukdel, dont Toufik Chaïb, le responsable de la coordination et de la propagande d'AQMI. [Tous ont été « neutralisés » avec leur chef](#), à l'exception de l'un d'eux qui a « préféré se rendre sans combattre », [a précisé](#) le colonel Barbry. Du matériel de communication aurait été saisi lors de cette opération, ce qui devrait permettre d'obtenir des informations sensibles de nature à planifier d'autres « coups » contre la mouvance jihadiste.

#### [France]

**En renforçant sa puissance militaire, la France rééquilibre la construction européenne**, 04 juin 2020

*La Tribune*

On le voit, la relance de l'activité économique par l'investissement dans la défense nationale, en sollicitant une base industrielle et technologique de souveraineté, offrirait un levier unique pour l'avenir, quitte à relocaliser en Europe les productions jugées indispensables. La défense (au sens strict) ne représente peut-être que 1% du PIB, voire 1,5 % en comptant les dépenses de rémunération et de fonctionnement dans les territoires, mais son impact est éminemment stratégique car elle propose un [projet structurant pour](#)

[les 30 ans à venir](#). Dorénavant, il n'est plus acceptable que les stratégies de pays européens servent les intérêts industriels américains dans l'armement en refusant l'autonomie stratégique européenne.

## **La France va-t-elle se doter d'une véritable capacité de transport aérien stratégique ?** 04 juin 2020

*Meta Défense*

Quelques jours après que le Ministère des Armées a reconnu la dépendance critique de la France en termes de transport aérien stratégique, la ministre Florence Parly a demandé à la Direction Générale de l'Armement (DGA) d'étudier une solution alternative. De quoi donner des perspectives très positives aux capacités des projections des forces armées françaises. Toutefois elles soulèvent d'autres questions fondamentales telles que la souveraineté du futur parc, sa conception et sa production par la BITD nationale ou européenne et son dimensionnement qui devra faire face à des enjeux et des engagements très différents de ces trente dernières années. Le savoir-faire et l'expérience sont là : il ne manque plus que la volonté politique dans la durée. Faute de quoi, les armées françaises devront se résoudre à recourir à de nouvelles solutions de location ou à des accords avec des partenaires internationaux, ne permettant pas d'établir une véritable souveraineté sur la question du transport stratégique. Après tout, en indiquant n'exclure « aucune piste » que cette question, le Ministère des Armées indique que [l'acquisition patrimoniale d'avions de transport n'est pas autant assurée](#), d'autant que d'autres programmes urgents devront être financés dans les années à venir. Affaire à suivre donc.

## **Le sous-marin nucléaire d'attaque Suffren entre dans le vif du sujet avec des plongées en haute mer,** 08 juin 2020

*Opex360*

Depuis son lancement, en juillet 2019, le sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) « Suffren », premier d'une série qui comptera en total six unités, monte graduellement en puissance avant son entrée en service, attendue en 2021. La divergence de son réacteur nucléaire, dérivé des chaufferies K-15, a ainsi eu lieu en décembre. Puis, après le contrôle de son étanchéité et les tests de ses systèmes embarqués, le [Suffren a entamé ses essais en mer au large de Cherbourg](#), le 28 avril 2020. Cette première phase a consisté à apporter des corrections à sa flottabilité, à optimiser sa manœuvrabilité et à lui intégrer de nouveaux équipements.

## **[Industrie]**

## **La France et l'Italie confient un contrat de recherche sur les technologies navales à Naviris,** 05 juin 2020

*Opex360*

Opérationnelle depuis janvier, [Naviris](#), la co-entreprise créée par le français Naval Group et l'italien Fincantieri dans le cadre du projet Poseidon, a sans doute connu des débuts

difficiles à cause de la pandémie de Covid-19. Quoi qu'il en soit, cette structure vient de se voir attribuer son [premier contrat de recherche et technologie \(R&T\) de 40 millions d'euros](#) par la France et l'Italie, via l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAr), le 4 juin.

## **Aéronautique : le « Big four » (Airbus, Dassault, Safran, Thales) lance un appel d'offres pour la gestion du fonds d'urgence, 06 juin 2020**

*La Tribune*

Selon des sources concordantes, Airbus, Dassault Aviation, Safran et Thales - le « Big Four » de l'aéronautique française - vont lancer la semaine prochaine un appel d'offres pour [la gestion du fonds dédié à l'aéronautique](#), et plus spécifiquement aux ETI et PME du secteur en souffrance avec l'arrêt ou presque des livraisons d'avions commerciaux. Safran y tenait. Quatre à cinq fonds devraient se lancer dans cette compétition, dont ACE Management (Tikehau Capital), qui était pourtant pressenti pour gérer ce fonds d'urgence (Aerofund 4) sans passer par un appel d'offres. [L'objectif du « Big Four » est d'aller le plus vite possible](#) et de sélectionner un candidat avant le début du mois de juillet. Le gouvernement et les quatre grands de l'aéronautique française comptent réunir 1 milliard d'euros mais le fonds devrait être lancé avec une mise de départ estimée entre 500 et 600 millions d'euros, selon un proche du dossier.

## **Malgré la pression mise sur les industriels, le projet de drone MALE européen est toujours dans l'impasse, 05 juin 2020**

*Opex360*

Le drone MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance) européen, appelé « Eurodrone » ou RPAS 2020 va-t-il connaître un sort identique à celui du Talarion et du Telemos, deux projets abandonnés faute d'accord entre les industriels et les États clients ? C'est sans doute le problème de l'Eurodrone, qui doit [conjuguer des besoins opérationnels différents](#). « Les discussions avec nos partenaires allemands sont complexes. Ils n'ont pas les mêmes besoins que nous : eux entendent surveiller leur territoire, tandis que nous sommes engagés à l'extérieur », avait d'ailleurs déjà souligné le sénateur Cédric Perrin, lors d'une audition du DGA, en 2017. Lors d'une audition devant la commission de la Défense, à l'Assemblée nationale, le 4 juin, Mme Parly a brièvement évoqué le sujet. « Sur l'Eurodrone, c'est un projet de coopération européen important qui doit permettre de répondre à un besoin capacitaire avéré », a-t-elle commencé par rappeler. Or, a continué la ministre, « nous avons fixé des objectifs, des spécifications techniques et des performances qui doivent être atteints dans le cadre d'une enveloppe de 7,1 milliards. Et, aujourd'hui, nous n'y sommes pas encore. Nous n'avons pas la certitude absolue que, à l'intérieur de cette enveloppe, l'ensemble des capacités et performances techniques seront garanties ».

## **Les dates à retenir**

En raison du confinement sanitaire mis en place pour limiter la propagation du Covid-19 les événements habituellement annoncés par le Club Défense de l'AEGE ont été annulés par leurs organisateurs.

## Le focus de la semaine

6 juin 1944 : opération OVERLORD (plages de Normandie)

Le 6 juin 1944, à l'aube, une armada de 4266 navires de transport et 722 navires de guerre s'approche des côtes normandes. Elle s'étale sur un front de 35 kilomètres et transporte pas moins de 130 000 hommes, Britanniques, Étasuniens ou Canadiens pour la plupart. Plus de 10 000 avions la protègent. 177 Béréts verts français du 1er bataillon de fusiliers marins commandos sont intégrés au Commando n°4 de la 1st Special Service Brigade. C'est la plus grande opération de débarquement jamais menée à bien mobilise près de 250 000 hommes. L'Armée Française de Libération, qui a pourtant fait ses preuves en Afrique du Nord et en Italie, est soigneusement écartée des opérations en Normandie par les Anglo-Saxons.

Derrière ce débarquement militaire se trouve un projet politique tout autre. Considérant qu'il n'y avait pas de gouvernement légitime dans les pays précédemment occupés par les pays de l'Axe et devant la nécessité d'assurer l'administration de ces territoires, les Alliés mettent en place l'*Allied Military Government of Occupied Territories* (AMGOT) qui est une section des états-majors alliés.

La Sicile est le premier territoire administré par l'AMGOT, le reste de l'Italie suit avec la progression des forces alliées, puis d'autres pays européens comme la Norvège, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique, le Danemark ou encore la France. Dans ces deux derniers pays, des réticences apparaissent vite. À tel point qu'en France, l'AMGOT n'eut pas le temps de se mettre en place. Le général de Gaulle, qui avait créé à Alger le Comité français de la Libération nationale (CFLN), puis en France le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), s'oppose vigoureusement à l'AMGOT prévu en France pour une durée d'un an avec un effectif de 1 500 hommes.

De Gaulle disait, 2 jours avant le débarquement :

« Pourquoi semblez-vous croire que j'aie à poser devant Roosevelt ma candidature pour le pouvoir en France ? Le gouvernement français existe. Je n'ai rien à demander dans ce domaine aux États-Unis d'Amérique, non plus qu'à la Grande-Bretagne. (...) Je viens d'apprendre, par exemple, qu'en dépit de nos avertissements, les troupes et les services qui s'appêtent à débarquer sont munis d'une monnaie soi-disant française, fabriquée à l'étranger. (...) Comment voulez-vous que nous traitions sur ces bases ? (...) Allez, faites la guerre, avec votre fausse monnaie ! » (Général Béthouart, Cinq années d'espérance : mémoires de guerre, 1939-1945, édition Plon)

Franklin Delano Roosevelt, très réticent, finit par admettre la légitimité du GPRF le 23 octobre 1944, deux mois après le discours de De Gaulle à l'Hôtel de ville de Paris le 25 août.

**Un sujet vous a marqué mais n'a pas été traité ici ? Contactez-nous : [juliette.nicoud@aege.fr](mailto:juliette.nicoud@aege.fr)**